

Pourquoi nous rejetons le citoyennisme

Que les choses soient claires, nous ne considérons pas notre positionnement sur cette question comme étant supérieur aux autres, ni comme le seul valable. Néanmoins, nous voulons apporter notre contribution au débat. Nous trouvons que la question du citoyennisme et des attitudes militantes qui s'y rapportent n'est pas, ou peu, posée frontalement (de même que d'autres questions, qui seront abordées dans de prochains textes), ceci sans doute par peur de faire tomber l'illusion de l'unité, et nous souhaitons faire la démonstration que la tendance hégémonique des discours emprunts de citoyennisme, loin de donner de la vigueur aux mouvements sociaux, les affaiblit considérablement.

Nous entendons par « citoyennisme » la croyance selon laquelle on pourrait apprivoiser le capitalisme, par l'intermédiaire d'un État qui serait au service du « peuple »¹ et qui serait susceptible – si on savait se doter de moyens de contrôles sur les « élus » – de venir à bout des diverses formes d'oppression découlant de l'activité capitaliste. Le plus souvent, comme source de tous nos maux, les discours citoyennistes ne mentionnent d'ailleurs que le « néo-libéralisme » ou « la finance » qui une fois maîtrisés, aux moyens de mesures d'État dont on aura préalablement repris les rênes, laisseraient place à une société « débarrassée du chômage » où s'épanouiraient des citoyens responsables, jouissant équitablement des bienfaits d'un capitalisme à visage humain. Au sein de cette vision du monde où la conscience de classe s'est éteinte, la démocratie, c'est-à-dire le régime politique le plus apte à la sauvegarde des intérêts bourgeois, est devenu le mode d'organisation indépassable des sociétés humaines. Des citoyens, toutes classes confondues battent le pavé unis par ce maître-mot, quand bien même un-e exploité-e aurait pour voisin-e de manif un cadre, un petit patron ou bien même son bailleur. Nul ne discerne plus les points d'émergences des rapports de domination. « Démocratie », ce mot résonne aux oreilles du citoyen comme la promesse de l'âge d'or du progrès social – moyennant quelque ajustement de formes. Et dans le temps où les citoyens négocient avec les pouvoirs publics telle ou telle revendication, l'État qui a réussi à se fondre en eux et à les assimiler au point de leur faire dire « l'État c'est nous », poursuit son rôle de courroie de transmission du capital et de fructification des intérêts bourgeois.

Les outils utilisés par les diverses organisations et in-

dividus propageant le citoyennisme sont, parmi d'autres, les manifestations « à slogans », les actions symboliques (ATTAC utilisant beaucoup ce genre d'action, ainsi que Nuit Debout, comme on a pu le voir ces derniers mois), les pétitions (dont certains sites comme Change.org ont fait un véritable business en revendant les informations des pétitionnaires à d'autres entreprises) et de manière générale, toute action favorisant la négociation avec l'État afin de satisfaire tout ou partie des revendications.

Lors de ces actions, l'obsession des organisations et individus propageant le citoyennisme, est leur visibilité médiatique, l'objectif étant si possible de mettre en valeur un nombre important de participants.

Ainsi, l'utilisation des médias bourgeois comme vecteurs d'idées et actions citoyennistes est quasi-systématique, alors même qu'une grande partie des militant-e-s sont (à juste titre) critiques envers ces médias. On a parfois l'attitude inverse qui consiste en une complaisance aveugle envers des médias dit « alternatifs », sans se

rendre compte que ceux-ci sont souvent des acteurs de la confusion politique (parmi eux, *Reporterre* est très populaire chez certain-ne-s militant-e-s).

Puisqu'il est question de confusion politique, il peut être pertinent de s'intéresser au terme « citoyen ». À l'image du mot « peuple »; il s'agit d'un terme fourre-tout censé désigner toute personne qui se place sous l'autorité d'un État, sans prise en compte de la manière dont un individu en particulier se situe en regard de cette autorité, et sans considérer sa condition sociale.

Lorsqu'il est utilisé comme adjectif, il désigne tout ce qui semble bon pour l'intérêt général, tout en se pla-

« *Lorsqu'une association s'est cristallisée en société, elle a cessé d'être une association, vu que l'association est un acte continuuel de réassociation. Elle est devenue une association à l'état d'arrêt, elle s'est figée. [...] Elle n'est plus que le cadavre de l'association ; en un mot, elle est devenue société communauté.* »

Max Stirner, *L'Unique et sa propriété*, 1845

¹ La notion de « peuple » regroupe tous les individus, indépendamment de leurs objectifs et de leurs intérêts, donc aussi bien les exploités et exploiteuses que les exploités-e-s.

çant dans le cadre bien confortable de ce qui est autorisé par l'État, ou du moins dans le cadre de ce que « l'opinion publique » approuve.

Globalement, le citoyennisme s'appuie sur le réformisme : changer sans détruire, construire « à côté » (assemblées « citoyennes », petites entreprises locales, business militants en tous genres, etc.), chercher des alternatives, opérer des transitions, parfois propulser son/sa candidat-e-s « citoyen-ne- » aux élections (cela se voit peut-être plus facilement au niveau local). On pourrait résumer ce réformisme à un morceau de slogan bien connu : « Partage des richesses, partage du temps de travail », lequel témoigne d'une absence d'analyse critique des dites « richesses », qu'il s'agisse de l'argent ou de la marchandise, et du travail. Partant de là, un certain nombre d'organisations anarchistes peuvent elles aussi être considérées comme étant complaisantes avec le citoyennisme.

De par la direction qu'il prend chaque fois qu'il s'exprime, le citoyennisme est fondamentalement contre-révolutionnaire. Il crée en effet un plafond de verre au-delà duquel les personnes prenant part aux actions « citoyennes » ne peuvent penser. Il est aussi contre-révolutionnaire dans la mesure où les forces mises en jeu dans ces actions et pensées « citoyennes » finissent bien souvent par y rester et par s'y perdre. Cela conduit non seulement à une désertification de l'analyse révolutionnaire, mais aussi à augmenter le nombre de faux-alliés, voire d'ennemis, de ce-lle-ux qui veulent en finir avec le vieux monde.

Notons aussi qu'on retrouve souvent le citoyennisme associé au patriotisme ou au nationalisme (quelque soit la place qu'il prend sur l'échiquier politique). Pour ne citer qu'un exemple, on a pu voir ces derniers mois des stickers bleus et oranges reprenant le slogan à la fois ridicule et dégueulasse de la nouvelle campagne de Mélenchon.

En tant qu'anarchistes, nous refusons tout pouvoir, et notamment celui de l'État. Nous souhaitons avoir la liberté de décider par nous-mêmes et pour nous-même sans qu'aucun élément extérieur, qu'il soit minoritaire ou majoritaire, ne vienne décider à notre place de la manière de mener nos vies.

Ainsi, nous trouvons inconcevable le fait de donner une quelconque légitimité à l'Etat, ni même à n'importe lequel de nos ennemis, en le choisissant comme interlocuteur, en acceptant de négocier avec lui.

L'État ne voit en chaque individu qu'il tient sous son joug qu'un citoyen, un contractant, dénué de fait de son individualité, sans que celui-ci ait jamais eu la moindre possibilité de refuser le « contrat social ». En considérant ainsi l'individu, l'État l'annihile, le noie dans une masse apolitique de citoyen-ne-s, et lui vole bien souvent toute volonté d'être pour lui-même et par lui-même. Le citoyen, la citoyenne devient alors un élément d'un système bien huilé qui rejettera tout ce qui sort du cadre étatique, tout ce qui n'est pas approuvé par l'opinion publique.

Pour cette raison, nous considérons de fait les citoyen-ne-s comme des ennemi-e-s avant de les considérer comme de potentiel-le-s complices, et nous rejetons toute pensée, toute action qui perpétue le/la citoyen-ne.

Cependant, nous ne fétichisons pas la forme radicale. Des formes d'actions radicales, violentes, ont été sporadiquement utilisées pour servir des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Dans le mouvement qui a agité le début de l'année 2016, on a vu apparaître une sorte d'idolâtrie d'une forme de cortège qui n'est pas nouvelle, mais qui s'est vue pour l'occasion affublée d'un nouveau nom : le « cortège de tête ».

Ce cortège de tête a rassemblé aussi bien des anarchistes que des communistes autoritaires, aussi bien des syndicalistes que des nuitdebutistes. Certaines personnes s'en réjouissent, ce n'est pas notre cas. Nous ne nous plaçons pas dans un délire de pureté révolutionnaire, nous faisons juste preuve de pragmatisme : le « cortège de tête » est animé par la forme avant d'être animé par une perspective commune.

Nous ne recherchons pas l'union à tout prix, nous recherchons des individus qui puissent être nos complices à la fois dans l'action et dans les perspectives, qui partagent avec nous à la fois le rejet de ce monde, et les idées d'un monde dans lequel nous souhaitons vivre.

P.S. : Une critique approfondie du citoyennisme ne pouvant tenir sur un A4 recto-verso, nous conseillons la lecture du texte « L'impasse citoyenniste ».

Contact : conflits@riseup.net

Vous pouvez retrouver ce texte ainsi que les prochains sur : <https://conflits.noblogs.org>